

ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU SECOND TRIMESTRE 2011

L'absentéisme persiste dans les entreprises

L'absentéisme dans le secteur industriel public et privé a persisté durant le second trimestre 2011, selon l'ONS qui constate également des arrêts de travail importants, une mobilisation des ressources humaines assez incertaine...

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon une enquête d'opinion réalisée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès de 340 entreprises publiques et 400 privées, le taux d'absentéisme reste «supérieur» durant le deuxième trimestre 2011 par rapport au précédent, selon près de 24% des chefs d'entreprises publiques et 20% de ceux du privé.

Selon la même enquête, plus de 13% du potentiel de production du secteur public a enregistré des arrêts de travail en raison de conflits sociaux, mais qui restent inférieurs à six jours pour la majorité des concernés. Des arrêts de travail de moins de 6 jours ont été également provoqués par les pannes d'électricité qui ont affecté près de 73% du potentiel de production du secteur privé et plus de 4% du public.

Comme plus de 52% du potentiel de production du secteur public a enregistré des ruptures de stock ayant causé des arrêts de travail supérieurs à 10 jours pour la majorité des entreprises concernées. La même enquête relève, par ailleurs, que les effectifs, dans le secteur public, continuent de chuter en raison des départs volontaires et à la retraite non remplacés. A contrario, ces effectifs ont augmenté selon les représentants du secteur privé.

Toutefois, le niveau de qualification du personnel reste «insuffisant» pour près de 39% des chefs d'entreprises du public et plus de 44% du privé. Comme plus de 24% des opérateurs publics et 44% du secteur privé évoquent des «difficultés» à recruter, surtout le personnel d'encadrement et de maîtrise. En outre, plus de 71% du potentiel de la production du secteur public et 35% de celui du privé ont connu des pannes d'équipements, dues essentielle-

ment à leur vétusté, selon les représentants des deux secteurs.

Pourtant, l'activité a repris...

Pour autant, l'ONS constate que l'activité industrielle a repris durant cette période, avec des capacités de production utilisées à plus de 75% dans les deux secteurs (à plus de 41% dans le public et à 70% dans le privé).

Divergeant sur la poursuite de cette tendance, à la hausse pour le public mais en légère baisse pour le privé, les patrons des deux secteurs misent, cependant, sur des hausses pour la demande des produits fabriqués, des effectifs et une stabilité des prix de vente.

Concernant l'approvisionnement en matières premières, il reste inférieur aux besoins exprimés, selon près de 56% des industriels publics alors que pour

le secteur privé il reste stable, selon la majorité des personnes enquêtées. Selon l'enquête, les patrons des deux secteurs ont déclaré que l'approvisionnement en eau a été suffisant durant le deuxième trimestre 2011, relevant, par ailleurs, une augmentation de la consommation d'énergie. En dépit de la hausse des prix de vente, la demande en produits fabriqués a continué sa tendance haussière et près de 97% des représentants du privé et seulement 16% de ceux du public ont déclaré avoir satisfait toutes les commandes reçues.

Cependant, plus de 93% des patrons publics et 51% du privé ont des stocks de produits fabriqués, situation jugée «normale» par la plupart des chefs d'entreprise des deux secteurs.

La trésorerie reste bonne, quoique...

Comme la trésorerie des entreprises est jugée «bonne», selon plus de 60% des gestionnaires du secteur public, mais



Photos : DR

Le taux d'absentéisme reste supérieur durant le deuxième semestre 2011.

reste «mauvaise» selon près de 13% de ceux du privé. En outre, «l'allongement des délais de recouvrement des créances, les charges élevées et le remboursement des emprunts continuent d'influer sur la situation de la trésorerie des entreprises», avertit l'enquête. Ainsi, près de 51% du

potentiel de production du secteur public et plus de 66% de celui du privé ont eu recours à des crédits bancaires, et seulement 10% des chefs d'entreprises du public et plus de 9% de ceux du privé ont trouvé des «difficultés à les contracter», relève l'enquête.

C. B. /APS

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ENTREPRENEURS ALGÉRIENS (AGEA)

Kheloufi Mouloud, élu président pour la troisième fois consécutive

Kheloufi Mouloud a été élu, hier, pour la troisième fois consécutive à la tête de l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA). A l'issue de leur assemblée générale électorale, les entrepreneurs ont lancé un appel pour la création d'un institut de planification et d'un observatoire des entreprises activant sur le territoire national.

F-Zohra B. Alger - (Le Soir) - Réunis hier, les entrepreneurs ont tenu à attirer l'attention sur les contraintes vécues par ceux qui activent dans le secteur du bâtiment et de la construction. Intervenant en marge de l'assemblée générale électorale, Kheloufi Mouloud s'est insurgé contre «l'anarchie qui touche la profession».

Pour l'intervenant, les passations de marchés se font dans la désorganisation. «Il n'y a pas de partenariat entre l'administration et les entrepreneurs. Nous attendons, par ailleurs, et

nous revendiquons la mise en vigueur des textes d'application du code des marchés publics», a déclaré M. Kheloufi notant, en outre, que cette année est considérée comme une année blanche pour le secteur du BTPH.

«Les marchés se font rares, les entrepreneurs se sont équipés mais attendent d'être destinataires d'éventuels projets. C'est une situation dramatique pour eux, car elle leur occasionne des pertes importantes», a dit le président de l'Association des entrepreneurs algériens. Il a précisé qu'actuellement, près de 600 entreprises sont touchées par l'absence de contrats et elles risquent de mettre la clé sous le paillason.

Les entrepreneurs ont insisté, de ce fait, sur la nécessité de créer un institut de la planification ainsi qu'un observatoire des entreprises existant sur le territoire national, «en vue de mettre un terme à la désorganisation qui caractérise l'activité», expliquent les membres pré-

sents à l'assemblée. «Devant la dégradation de leur situation financière, les entreprises finissent par ne pas déclarer la totalité de leurs employés à la Sécurité sociale. Ce sont en moyenne 150 sur 500 employés qui sont déclarés», confie, en outre, le président de l'AGEA, notant plus loin qu'il est urgent que des solutions soient trouvées pour un meilleur encadrement des entreprises algériennes.

Les personnes présentes se sont interrogées aussi sur le devenir du programme quinquennal concernant la réalisation de logements qui devait booster les activités du BTPH. Précisant que leur assemblée générale intervient à la veille du lancement de la loi de finances 2012, les entrepreneurs revendiquent «l'application du code des marchés publics par l'administration locale ainsi que la transparence dans l'octroi des marchés de réalisation et la moralisation du secteur du BTPH».

F-Z. B.

SYMPOSIUM À BRUXELLES UNION EUROPÉENNE-ALGÉRIE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Yousfi plaide la fiabilité du potentiel Algérie

Bruxelles a abrité les 8 et 9 décembre en cours une rencontre entre l'UE et l'Algérie sur «le développement du partenariat dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique». Du beau monde, tant européen qu'algérien, était du symposium.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

C'est G. H. Oettinger, commissaire européen en charge de l'énergie, qui a ouvert le colloque, en présence du ministre algérien de l'Energie et des Mines. Dans son intervention, Y. Yousfi a exposé les opportunités de partenariat offertes par l'Algérie dans ce domaine (énergies renouvelables). «Dans le futur, dira le responsable algérien, «nous ferons appel à toutes les sources d'énergie disponibles, parmi elles, l'énergie solaire.»

Dans son exposé, Yousfi a mis l'accent sur la volonté de l'Algérie de développer, notamment le photovoltaïque et le solaire thermique. Le ministre algérien a, enfin, informé l'auditoire de la prochaine création

d'un «commissariat aux énergies renouvelables» qui sera à même de «coordonner» des actions et de mobiliser les potentialités. Selon lui, l'Algérie vit une situation économique favorable à même de lui permettre de se lancer dans la grande aventure du renouvelable. Les participants, triés sur le volet, ont ensuite entamé les exposés et les débats inscrits à l'ordre du jour de la rencontre.

Abdelkader Mekki, DG au ministère de l'Energie et des Mines, et Nadjib Othmane, président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, ont évoqué le «cadre réglementaire» du programme national de développement des énergies nouvelles et renouvelables et de l'efficacité énergétique. Nouredine Boutarfa, DG de Sonelgaz, est intervenu sur «la stratégie de mise en œuvre du programme national des énergies renouvelables, réalisation et accompagnement industriel associé».

Mohamed Salah Bouzriba, DG de l'Agence de promotion et de rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) a présenté les «actions et projets dans le cadre du programme d'efficacité économique».

La session 2 du séminaire «Investissement en Algérie et perspectives européennes», atelier présidé par Michaël Koehler, cabinet du commissaire européen Oettinger a eu à écouter Hamoud Benhamdine (ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement) et Mohamed Hannach (division innovation au même ministère). Les Européens Luis Rein, ACS Servicios, Communications et Energies-Estela, Walter. E, Africa-Verein Der Deutschen WEV, Louis-François Durret, Areva Renewahler et Ingmer Wilhem, Enel Greenpower ont animé le cadre «perspective des investisseurs européens».

Les ateliers 3 et 4, programme algérien et la coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation et celui des infrastructures de transmission d'électricité étaient présidés par R Strohmeier, DG RTD, et M. Bouterfa, DG Sonelgaz. Lors d'un point de presse, M. Mekki, ministère de l'Energie, a eu à mettre en exergue l'importance qu'accorde l'Algérie à la mise en œuvre du programme adopté par l'Etat.

Selon le responsable, la règle du 51/49

est le fondement du partenariat ainsi que le cadre réglementaire. Les autres aspects ne sont pas, pour autant, négligés comme le Fonds des énergies renouvelables, la formation, la recherche et le développement. On saura lors de cette conférence de presse, qu'un institut des énergies renouvelables est en voie d'être créé en Algérie. L'Europe est intéressée par les énergies renouvelables parce que les énergies fossiles sont en voie d'extinction et aussi par les réticences sur le nucléaire. Réticences aggravées par Fukushima.

Les énergies renouvelables deviennent donc un axe stratégique pour l'Algérie comme l'a souligné M. Bouterfa, ajoutant que notre pays a intégré dans son Mix énergétique l'équivalent de 40% d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2030. Si les choses avancent convenablement, l'Algérie pourra même exporter dix Gigawatts d'électricité solaire vers l'Algérie alors que 12 Gigawatts sont destinés à la consommation interne. Le symposium de Bruxelles a été un éclairage expert sur les énergies renouvelables en Algérie.

A. M.